

A Guantánamo, sept jours dans les oubliettes de la «guerre contre la terreur» de l'Amérique

Laurence Cuvillier

«Libération» a pu se rendre dans la baie cubaine qui abrite la prison la plus énigmatique des Etats-Unis, créée au lendemain des attentats du 11 Septembre. Entre surveillance des journalistes, magasin de souvenirs et audiences préliminaires, récit d'une semaine hors du temps.

C'est un confetti capitaliste en territoire communiste. Une base militaire américaine installée dans la plus belle baie de Cuba, où chaque matin résonne l'hymne national des Etats-Unis. Guantánamo est restée le symbole de la «*guerre contre la terreur*» lancée par l'ex-président George W. Bush [au lendemain des attentats du 11 septembre 2001](#). Des 780 détenus qui sont passés par sa prison inaugurée en janvier 2002, il en reste 30, dont le «cerveau» des attentats du 11 Septembre, le Pakistanais Khalid Cheikh Mohammed, détenu depuis dix-huit ans sur la base. Celui-ci [a accepté un accord de peine négocié](#), annoncé par le Pentagone le 31 juillet, pour éviter un procès où il encourrait la peine de mort, comme deux autres coaccusés, le Yéménite Walid bin Attash et le Saoudien Mustafa al-Hawsawi. [Accord révoqué par le même Pentagone trois jours plus tard](#) après des protestations de familles de victimes et de responsables politiques républicains. *Libération*, qui a passé sept jours sur place au printemps, raconte cette base hors du temps et du monde.

Jour 1 - Une location à 4 085 dollars par an

«*Ladies and Gentlemen, soyez les bienvenus à Guantánamo...*» La voix de l'hôtesse résonne à l'atterrissage du seul vol charter, hebdomadaire, qui connecte le monde à la base américaine. Dans l'avion, quelques militaires et leur famille, des membres d'ONG, des familles de victimes [des attentats du 11 septembre 2001](#). Ces dernières viennent assister à l'étrange et discret spectacle d'un cas historique : dans deux jours aura lieu une énième semaine d'audiences préliminaires des quatre personnes accusées d'avoir orchestré les attentats – les trois accusés dont l'accord de peine négocié a été annulé, et le Pakistanais Ammar al-Baluchi. Oui. Audiences préliminaires. Près de vingt-trois ans plus tard.

A la sortie du petit aérodrome, un bus antédiluvien nous emmène devant le ferry sur lequel nous traversons la baie. Des mangroves, des criques sauvages, des petits bateaux de plaisance sous un soleil écrasant : pas un endroit où l'on penserait à répéter des manœuvres militaires, encore moins à fonder une prison pour y envoyer les «*pires des pires*», comme George W. Bush les appelait. Guantánamo est la perle de Cuba, au dire des Cubains eux-mêmes, unanimement amers de la voir squattée depuis 1903 par l'armée américaine pour la somme ridicule de 4 085 dollars (3 816 euros) par an. Un loyer payé rubis sur l'ongle chaque année au moyen d'un chèque envoyé par l'administration américaine au gouvernement cubain. Des chèques qui s'accumulent dans un tiroir du ministère des Affaires étrangères sans être encaissés depuis 1960, [année suivant l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir](#)...

Débarqués sur la rive orientale de la baie, Adrian (1), le militaire et agent de relations publiques désigné pour nous guider sur la base, déclame une harangue bien rodée : ne rien filmer sans son accord préalable. Ni les installations militaires, ni les gens vivant sur la base, ni les véhicules. N'interviewer personne, sauf, avec leur autorisation express, les avocats des détenus. Nous ne pourrions en aucun cas nous approcher du grillage qui, quelque part au loin, dans les taillis, sépare la base américaine du Cuba souverain. Tout ce que nous enregistrons devra être visionné et approuvé par le personnel de la base en fin de séjour. Grande nouvelle toutefois : nous pouvons filmer les iguanes et les palmiers.

Jour 2 - Le seul McDonalds de Cuba

C'est dimanche, les audiences préliminaires ne commenceront que le lendemain. La journée est donc consacrée à l'exploration – un bien grand mot pour parler des possibilités de cet endroit aux allures de village côtier de Floride, propre et tranquille, traversé par une seule avenue innervée de quelques rues. Tout y est large, lisse, moderne. Les 5 000 habitants de la base aiment aller prendre leur brunch au restaurant Bayview. Les moins gourmets pourront passer par le McDonalds, le seul de Cuba.

Près du petit port de plaisance, George (1), le chauffeur du ferry, prend le soleil, accoudé sur la rambarde du ponton. *«Je vis ici depuis quinze ans. Je ne vais qu'une fois par an sur le continent.»* Sa vie semble des plus tranquilles : pêche, snorkeling, farniente, et quelques trajets en ferry par semaine. *«Ma sœur est venue me rendre visite. Elle avait visité les îles grecques l'année d'avant. Eh bien, elle m'a assuré qu'elle avait préféré Guantánamo !»* Un peu dur à croire, mais soit.

A côté de l'unique supermarché, se trouve le magasin de souvenirs – pour ceux qui accepteront de promouvoir en public leurs vacances sur la base, en portant un sweat-shirt où l'on lit en anglais : *«Guantánamo : No bad days !»* («pas de mauvais jours à Guantánamo») ou un tee-shirt *«Le paradis commence ici. Guantánamo : la vie à la plage !»* A moins que l'on ne préfère un mug *«Les femmes au foyer parfaites de la baie de Guantánamo»*.

Jour 3 - Les échos de la torture

Il est 9 heures du matin. Nous nous rendons à la cour martiale pour le début des audiences. Construite en préfabriqué sur un ancien tarmac, elle est entourée de bungalows et de tentes militaires où est logée une partie des résidents non permanents. *«C'est extrêmement difficile de travailler ici»*, raconte James Connell, avocat de l'un des accusés, qui supporte un costume cravate malgré la chaleur abrutissante dès que l'on sort de la salle climatisée. *«On n'a pas de vrais bureaux, ni de vrais logements... Tout cela était censé être provisoire.»* James Connell multiplie les allers-retours sur la base depuis 2011.

Les familles de victimes du 11 Septembre, une poignée d'étudiants en droit, des membres d'ONG et trois journalistes entrent dans «l'aquarium», une pièce séparée de la grande salle de la cour par des vitres blindées. Aucun des quatre hommes accusés d'avoir préparé les attentats du 11 Septembre n'est présent, en signe de protestation contre leurs conditions de détention. Plusieurs avocats les représentent. *«Levez-vous !»* prononce un garde à l'arrivée du juge.

Aujourd'hui, un témoin de poids va apparaître par visioconférence : une psychiatre qui a évalué l'état de santé d'une cinquantaine de détenus en 2006 et 2007. Elle restera anonyme et l'on s'adressera à elle par le nom «Doctor KW5I». Son avis est attendu sur les effets

psychologiques du confinement strict et prolongé qu'ont vécu les détenus. On lui demande aussi si ces derniers ont souffert de stress post-traumatique après les longs mois de torture endurée dans les *black sites*, ces lieux de détention secrets de l'armée américaine où les suspects subissaient les «*interrogatoires poussés*» (autorisés à l'aube de la guerre contre la terreur de George W. Bush). Elle avoue qu'il lui était très difficile, vu les circonstances, d'établir un lien thérapeute-patient. Un euphémisme pour dire que les traitements post-traumatiques ont été inexistantes.

Et c'est là le nœud du problème : les aveux recueillis par la CIA dans les *black sites* sont d'office écartés du procès, car obtenus sous la torture. Mais après leur arrivée à Guantánamo, de nouveaux interrogatoires ont été organisés, qui se voulaient moins musclés, des «*déclarations propres*», comme elles furent appelées. Toutefois, les échos de la torture et la peur de la répétition des supplices empêchent – c'est l'argument de la défense – de considérer ces déclarations juridiquement valides.

Jour 4 - «Trop tard pour un procès juste»

Deuxième jour d'audiences. Quelque chose nous saute aux yeux : nous assistons aux prémices du procès pour le fait le plus marquant de l'histoire récente des Etats-Unis. Pourquoi n'y a-t-il que trois journalistes ? Au-delà des difficultés pour obtenir l'autorisation de nous rendre sur la base (trois mois de courriers électroniques, formulaires, entretiens en visioconférences pour montrer patte blanche au département de la Défense), il y a une vérité plus crue : l'opinion publique ne s'intéresse plus à ce qu'il se passe sur cette base éloignée de tout. «*Les commissions militaires ont été organisées ici pour éloigner ces hommes du système de justice américain. Et que les lois américaines ne s'appliquent pas dans leur cas, qu'ils n'aient pas droit à un procès en bonne et due forme*», décrypte Alka Pradhan, avocate d'Ammar al-Baluchi, accusé d'avoir opéré des transferts d'argent pour financer la préparation des attentats.

Effectivement, nous sommes ici officiellement à Cuba, et les lois américaines ne s'appliquent pas... Du moins, pas avec la même rigueur. «*Je pense qu'il est désormais trop tard pour avoir un procès juste sur les attentats*, poursuit l'avocate. *Beaucoup de preuves ont été détruites... Les accusés eux-mêmes sont dans un mauvais état de santé... Les informations ont été obtenues sous la torture... C'est juste impossible.*» Mais comment le gouvernement américain pourra-t-il expliquer l'absence de justice pour les attentats du 11 Septembre ? «*Je pense que la meilleure sortie, au point où on en est, serait de résoudre le cas par une négociation de peine*, conclut-elle, ce que le Pentagone a voulu entreprendre, avant de revenir en arrière. *Et faire en sorte que ces hommes puissent avoir accès à des soins médicaux. Quoiqu'on pense de ce qu'ils ont fait ou non, ils ont droit à un traitement pour soigner les conséquences de la torture qu'ils ont subie.*»

Jour 5 - Trois sentences prononcées pour 780 détenus

A la sortie de l'audience, levée précocement, nous demandons à Adrian s'il peut nous emmener au «Camp X-Ray», le premier module de la prison où les détenus avaient été transférés, dans des uniformes orange. Les images avaient, à l'époque, fait le tour du monde. Il s'agit de cellules en bois et en grillage, aujourd'hui envahies par les herbes folles, à 5 kilomètres du centre de la base. Le militaire accepte, mais nous le sentons nerveux. Alors que nous commençons à filmer le camp, que l'on distingue à peine au loin à travers les taillis, Adrian s'agite et jette des regards inquiets de chaque côté de la route. Un véhicule passe, et il

s'emporte : nous devons partir, immédiatement. Le chauffeur du véhicule va sans doute nous dénoncer. Et lui risque, dit-il, de prendre un blâme. On va nous renvoyer de la base (Comment, s'il n'y a qu'un vol par semaine ? Mais ce n'est pas le moment de jouer au plus malin). De fait, les quelques images prises seront effacées sans ménagement quelques jours plus tard lors du passage en revue de notre travail. Rideau sur Guantánamo. Tout est fait pour maintenir ce qu'il s'y passe loin du collimateur médiatique.

Pourtant, Guantánamo fut longtemps haut placée dans la liste des priorités des présidents. George W. Bush en avait fait le donjon de sa guerre contre la terreur ; [Barack Obama voulait la fermer](#) – l'absence de majorité démocrate au Congrès [l'en avait empêché](#) . Trump avait promis de remplir de nouveau la prison [avec des «very bad guys»](#). Biden... n'en a à peu près jamais parlé. Des 780 détenus, 750 ont été libérés, discrètement, au compte-gouttes – la majeure partie avant même que George W. Bush ne quitte la Maison Blanche. Des trente qu'il reste aujourd'hui, seize sont «*autorisés pour transfert*», c'est-à-dire qu'aucun élément tangible n'a jamais été trouvé contre eux, et qu'ils sont en théorie libres de rentrer chez eux. Problème : la majorité sont yéménites, et ne peuvent pas être renvoyés dans leur pays à cause de l'instabilité politique qui y règne. Et les tractations pour les envoyer dans d'autres pays n'aboutissent pas. Dix autres détenus sont dans les méandres des audiences provisoires, dont les quatre accusés des attentats du 11 Septembre. Trois sont considérés comme «*trop dangereux pour être relâchés*». Et un – oui, un seul – purge une sentence à vie. Au total, seuls trois détenus sur 780 ont reçu une sentence.

Jour 6 - Ni détenus de droit commun ni prisonniers de guerre

Contre toute attente, on nous autorise une interview avec la veuve de l'une des victimes des attentats du 11 Septembre. Deborah García est une femme de 61 ans au visage doux et fatigué. Blonde, de grands yeux bleus et tristes, elle semble voûtée par des années de deuil, une «*continuité discontinue*», comme elle décrit le calvaire des audiences, identifications des restes de son mari, interviews, commémorations. Son époux, David, se trouvait dans la première des tours jumelles frappées par les avions. En 2020, son fils aîné s'est suicidé après des années de dépression. «*Au fond de moi, j'ai l'impression que les avocats attendent juste qu'on meure tous... J'aurais vraiment aimé que ça ne dure pas tout ce temps. J'aurais voulu que tout soit terminé il y a dix ou quinze ans.*»

Elle fait elle aussi partie des victimes de Guantánamo : victimes d'une justice rendue impossible par des tortures qui ont vicié les preuves, et par des années d'incertitude sur le statut des détenus. Prisonniers de guerre ? Cela impliquerait de les relâcher sans procès une fois le conflit terminé. Prisonniers de droit commun ? Dans ce cas, tous auraient dû être amenés devant la justice. L'administration Bush avait donc concocté un nouveau statut pour eux : *unlawful enemy combatant* («*combattant ennemi illicite*»). Un flou juridique qui a permis de les maintenir plus de deux décennies incarcérés sans charges et sans sentence.

La majeure partie des détenus, d'après plusieurs membres de l'administration qui ont été impliqués de près dans la gestion de la prison, étaient sans doute des sympathisants plus ou moins actifs d'Al-Qaeda, ou de simples soldats dans les factions rivales de l'inextricable écheveau ethnique et confessionnel afghan. D'autres, tout simplement, avaient des ennemis intéressés – l'administration américaine larguait alors par avion des tracts promettant des récompenses de milliers de dollars à quiconque dénoncerait des terroristes, sans preuves nécessaires. Mais très peu auraient effectivement ourdi des actions d'envergure contre les Etats-Unis.

Jour 7 - Karaoké et promiscuités incommodes

Un vendredi sur la base de Guantánamo est comme n'importe quel autre vendredi dans le monde occidental : on se sent plus détendus, on cherche du divertissement et un bon verre de bière. A cette différence près que, dans ce microcosme, on n'est jamais loin les uns des autres. Au restaurant Bayview, les avocats des accusés du 11 Septembre mangent à quelques coudées de la table où le procureur et son équipe sirotent un digestif. Au bar irlandais O'Kelly's, journalistes et militaires, qui sont censés ne pas se parler, se succèdent sur la scène du karaoké. Les promiscuités incommodes, c'est comme une habitude ici. Sur le chemin du retour vers le ferry, le matin du départ, la radio de la station résonne dans le van : «*Radio Guantánamo : rocking in Fidel's backyard !*» («Danser dans l'arrière-cour de Fidel !») Des rancœurs d'un autre temps, converties en bande-annonce ; et, au loin, une prison qui n'a jamais trouvé son sens, avec une splendide vue sur la baie.

(1) Les prénoms ont été modifiés.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)